



Face aux annonces d'une nouvelle vague de suppressions massives d'emplois (1815 au niveau national, encore combien dans les Landes) ;

Face à l'accélération des réformes à la DDFiP des Landes (fusion des SIE de Dax pour aller vers un seul service départemental dans quelques années, fusion SPF enregistrement à l'aveugle, suppressions de trésoreries en fonction du prochain découpage des communautés de communes, accueil sur rendez-vous, retenue à la source...) ;

les syndicats Solidaires, CGT et FO appellent à une série d'actions au moment où se prennent les décisions budgétaires, fiscales et administratives.

- Du 10 octobre au 15 novembre, actions de blocages de sites Finances Publiques dans tout le pays
- Lundi 17 octobre : distribution de tracts au public de 8h30 à 12h devant les Centres de Mont de Marsan Dugas et de Dax
- Vendredi 4 novembre : HMI sur les sites de Dax à 10h et de Mont de Marsan à 14h
- Jeudi 10 novembre : HMI sur le site de MORCENX à 10h
- **Mardi 15 novembre : Grève nationale intersyndicale à la DGFIP.**

Le bilan social 2015 de la DGFIP montre un repli sans précédent de nos capacités d'action. Nos missions sont désormais clairement en danger. Ce repli peut-être notamment illustré par deux chiffres :

**17 000 contrôles sur pièces en moins
2 000 contrôles sur place en moins.**

On peut se demander à quelle date la France sera inscrite sur la liste des paradis fiscaux !

Tous les services, toutes les sphères sont concernés, y compris ceux qui se pensaient relativement à l'abri. La DG lance ainsi une refonte totale des structures du contrôle fiscal, prévoit la fermeture de 11 établissements de services informatiques d'ici 4 ans, la création de 10 plateformes RH en lieu et place de près de 150 services du même nom implantés dans les directions territoriales ou spécialisées d'ici 3 ans.

Préparez vos valises !

La centrale entend également ouvrir les vannes de la restructuration des SIE, expérimentée avec succès selon elle dans quelques départements, poursuivre les fermetures des plus petites structures (trésoreries, SIP/SIE, SPF) engendrant, en plus des conséquences énumérées plus haut, l'effondrement des débouchés comptables. Situation que va aggraver la mise en place de la retenue à la source.

Tous les agents, quel que soit leur «rang», sont liés dans une communauté de destin qui leur est défavorable.